Tandis que la social-démocratie recule, voire s'effondre, l'AFD voit ses résultats progresser : Elle atteint presque 21% aux élections parlementaires de 2025. En Thuringe elle a obtenu 38.6% (c'est là qu'officie Björn Höcke, le plus néonazi de ses dirigeants). En mars 2026, aux élections régionale du Bade-Wurtemberg (Mercedes, Bosch, Porsche…) et à celles de Rhénanie-Palatinat (Karlsruhe), elle frôle les 20%. Des régions bien occidentales, frontalières de notre pays.

Il est intéressant de prendre connaissance de ce condensé du parti d'extrême droite allemand Alternative pour l'Allemagne. Fondé à l'origine par un professeur d'économie déplorant l'abandon du Deutsche Mark, il s'est radicalisé au fil des ans pour devenir un parti d'extrême droite accueillant des néo-nazis et des politiciens qui emploient le vocabulaire nazi en connaissance de cause, tel le professeur d'histoire Björn Höcke, originaire de Westphalie, à l'Ouest, en Thuringe, à l'Est.

Au Parlement européen, le RN français n'a pas voulu faire partie du même groupe parlementaire que l'AFD. Jordan Bardella (RN) dirige les « Patriotes pour l'Europe », groupe qui comprend entre autres le parti d'extrême droite autrichien FPÖ et Fidezs du politicien Orban en Hongrie. L'AFD est dans le groupe Europe des nations souveraines, avec *Reconquête !* d'Eric Zemmour et Sarah Knafo et d'autres partis extrémistes. Des partis d'extrême droite par leur xénophobie, leur démagogie et leur proximité avec Poutine – mais désunis par des calculs politiques propres à leur position dans les différents pays.

Les revendications centrales du programme électoral de l'AfD 2025	***Commentaire (François Genton)***
Préserver les valeurs fondamentales de l'économie sociale de marché Nous appelons à un retour aux valeurs fondamentales de l'économie sociale de marché, avec un accent clair sur la promotion des petites et moyennes entreprises, de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Le travail doit enfin porter ses fruits à nouveau.	*Le « social » n'est pas une priorité.*

Inversion dans la politique d'asile et de migration. Nous voulons une politique migratoire dans l'intérêt de l'Allemagne : introduction de contrôles frontaliers cohérents, rejet des immigrés illégaux et rémigration des personnes sans droit de séjour. Les demandes d'asile doivent être traitées dans des centres de traitement hors d'Allemagne. Nous exigeons également le retrait de l'Allemagne du Pacte mondial des Nations Unies pour les migrations et du Pacte des Nations Unies sur les réfugiés.	*Durcissement notable de cette politique, rupture avec la protection des migrants en droit international.*
Criminalité. Lutte contre la criminalité et sécurité intérieure. La police sera renforcée par du matériel de pointe, plus de personnel et un salaire uniforme national. Le terrorisme, l'extrémisme, la criminalité de clans et de gangs sont combattus par des sanctions plus strictes, des mesures d'enquête plus complètes et une confiscation totale des actifs.	*Indirectement lien entre criminalité et migration (« clans »). Quant à « terrorisme » et « extrémisme » il ne peut s'agir que du terrorisme et de l'extrémisme musulmans et de gauche. Depuis 1990 jusqu'à plus de 300 morts par attentat d'extrême droite, selon certaines estimations, un nombre bien plus important que celui des victimes d'islamistes ou de terroristes d'extrême gauche.*
La paix en Europe : dialogue au lieu de l'escalade, nous exigeons une politique étrangère axée sur les intérêts de l'Allemagne. Un ordre de paix européen doit prendre en compte la sécurité légitime de tous les États. L'objectif est une Ukraine neutre en dehors de l'OTAN et de l'UE, et le rétablissement de relations commerciales sans difficultés avec la Russie.	*On notera une ambition pour l'Ukraine quasi-identique aux buts de guerre de Poutine.*

Liberté d'opinion et de défense de la radiodiffusion publique. Nous protégeons la liberté d'expression et combattons toute forme de censure, notamment par le biais d'accords étatiques imposés avec les réseaux sociaux. L'Allemagne a besoin d'une réforme fondamentale de la radiodiffusion publique vers un modèle allégé, axé sur l'information et la culture neutres.	*Les chaînes publiques allemandes, très mesurées et vigilantes quant à leur « neutralité », continuent de diffuser des documents sur les crimes nazis…*
Restauration d'une énergie sûre et abordable Nous souhaitons assurer l'approvisionnement énergétique en revenant à l'énergie nucléaire et en développant les centrales au charbon. Parallèlement, nous exigeons l'abolition de la taxe sur le CO_2 et des subventions aux énergies renouvelables ainsi que la réduction des taxes sur l'énergie.	*Renoncement total à la lutte contre le réchauffement climatique.*
Famille et démocratie : Renforcer les familles, promouvoir les naissances. La politique familiale actuelle ne parvient pas à combattre la baisse des naissances ni à soutenir les parents, ce qui met en danger les fondements de notre société. Nous exigeons un salaire de garde d'enfants jusqu'à l'âge de trois ans, une répartition fiscale des familles ainsi qu'un allègement généreux des frais de garde d'enfants et un meilleur soutien financier et social.	*Une politique familiale très chère (comment la financer ?) et qui n'incite pas les parents (généralement les mères) à s'épanouir aussi sur le marché du travail. Notons que « promouvoir les naissances » échoue partout où il est appliqué (Hongrie…). La meilleure politique, c'est le plein emploi, aussi pour les mères…*
Union européenne : un retour à une Europe des patries. L'UE est devenue un système centralisé qui sape les principes démocratiques et restreint la souveraineté nationale – un retour à une confédération de nations souveraines aux frontières claires est urgemment nécessaire. Le « Pacte vert », l'union de transfert de l'euro et l'euro numérique prévu, ainsi que l'appareil bureaucratique insatiable des autorités	*Un programme contradictoire (autonomie stratégique – Europe des patries) et qui semble vouloir seulement un espace de libre échange réservé à des pays pratiquant à l'intérieur une politique ethniciste. On se*

européennes, rendent nécessaire la transition de l'UE vers une nouvelle communauté économique et d'intérêts européenne. En particulier, nous considérons les intérêts communs suivants : 1) un marché commun ; 2) Protection des frontières extérieures contre l'immigration illégale ; 3) l'autonomie stratégique dans la politique de sécurité ; 4) Préservation des cultures et identités européennes.	*demande de quelle autonomie stratégique il est question vis-à-vis de l'OTAN et de la Russie.*
Réduction de la bureaucratie et allègement fiscal. Notre objectif est une Allemagne économiquement compétitive, ce qui peut être réalisé par une baisse des impôts et des droits ainsi que par la réduction des régulations. Nous réclamons en outre une simplification du droit fiscal et l'abolition de l'impôt supplémentaire « Solidarité » (avec les territoires de l'ex-RDA et les anciens pays du bloc soviétique).	*Démagogie classique : baisse des impôts, et quel argent pour les dépenses supplémentaires, par exemple la généreuse (et vaine) politique familiale?*